

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201183]

**14 FEVRIER 2019. — Décret relatif aux subventions visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés auprès de certaines entreprises (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet et champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret vise à octroyer, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une subvention à certaines entreprises pour l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés, conformément au Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (J.O.U.E., 24.01.2013, l. 352/1) ci-après dénommé le « règlement de minimis ».

**Art. 2.** La subvention est octroyée à l'entreprise qui souhaite engager des demandeurs d'emploi inoccupés.

Par demandeur d'emploi inoccupé, on entend la personne inscrite comme demandeur d'emploi auprès de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, ci-après dénommé « l'Office », et se trouvant dans une période d'inoccupation.

Par dérogation à l'alinéa 2, sont assimilés aux demandeurs d'emploi inoccupés, les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits qui bénéficient d'une allocation de garantie de revenu.

Par période d'inoccupation, on entend la période prenant cours à l'inscription du demandeur d'emploi auprès de l'Office pendant laquelle le demandeur d'emploi ne se trouve ni dans les liens d'un contrat de travail, ni dans une relation statutaire, et n'exerce aucune activité d'indépendant à titre principal.

Les personnes ayant atteint l'âge légal de la retraite ne peuvent être considérées comme demandeuses d'emploi inoccupées au sens du présent décret.

Le demandeur d'emploi inoccupé ne peut avoir été lié par un contrat de travail à durée indéterminée avec l'entreprise unique, telle que définie à l'article 2, § 2, du Règlement de minimis, demanderesse dans les douze mois qui précèdent la dernière inscription auprès de l'Office à l'exception d'un contrat de travail de remplacement.

La situation des personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est appréciée la veille de leur engagement au sein de l'entreprise bénéficiaire de la subvention.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Pour bénéficier de la subvention, l'entreprise répond aux conditions suivantes :

1° être une entreprise au sens de l'article I.1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° a) ou b), du Code de droit économique à l'exception des associations et fondations telles que définies dans la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes;

2° être une micro entreprise ou une petite entreprise au sens de la Recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises;

3° avoir une unité d'établissement située en région de langue française;

4° avoir, pour l'entreprise ayant déjà bénéficié d'une subvention visée à l'article 1<sup>er</sup>, ou d'un incitant financier en vertu du décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises, durant les trois années précédant la date de réception de la demande à l'administration, respecté les obligations du présent décret ou du décret du 2 mai 2013 précité.

Tant qu'une source authentique de données sur la qualification des entreprises n'est pas instituée, l'entreprise fournit au Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, les informations complètes sur le type de société pour laquelle elle sollicite la subvention.

Les conditions énumérées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont contrôlées selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 2. L'entreprise ne peut bénéficier de la subvention si elle :

1° appartient à l'un des secteurs exclus du bénéfice des aides d'état conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2, 1., du règlement de minimis ou à l'un des secteurs exclus dont la liste est déterminée par le Gouvernement;

2° s'est vue octroyée des aides de minimis dont le total dépasse les seuils visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>;

3° est en faillite conformément à la loi du 8 août 1997 sur les faillites ou au Livre XX, Titre VI « Insolabilité des entreprises » du Code de droit économique ou dans une situation similaire en vertu d'un autre droit national qui lui serait applicable.

**Art. 4.** Le montant total des aides de minimis octroyées à une entreprise unique ne peut excéder 200 000 euros sur une période de trois exercices fiscaux ou de 100 000 euros sur une période de trois exercices fiscaux si l'entreprise relève du secteur du transport de marchandises par route pour compte d'autrui.

Tant qu'une source authentique de données sur les aides de minimis n'est pas instituée, l'entreprise fournit au Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, les informations complètes sur les aides de minimis, autres que celle visée par le présent décret, qu'elle a reçues.

Tant qu'une source authentique de données sur les entreprises uniques n'est pas instituée, l'entreprise fournit au Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, les informations complètes permettant de vérifier si elle constitue une entreprise unique.

En cas d'atteinte, au cours de l'octroi de la subvention, par l'entreprise des seuils visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la liquidation de la subvention est suspendue selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut adapter les références au Règlement *de* minimis en *vue* d'assurer la conformité du présent décret aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 107 et 108 du Traité.

## CHAPITRE II. — Modalités d'octroi et liquidation de la subvention

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La subvention est octroyée à l'entreprise qui respecte les conditions déterminées par ou en vertu du présent décret, pour une durée maximale de trois ans à dater de l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 2, fixée de manière dégressive comme suit :

1° 10 000 euros pour la première année;

2° 7 500 euros pour la deuxième année;

3° 5 000 euros pour la troisième année.

Ces montants correspondent à l'engagement à temps plein d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 2.

Lorsque la durée de l'octroi de la subvention est inférieure à trois ans et que l'entreprise sollicite une prolongation de la durée, la subvention peut être octroyée au maximum pour le solde restant de la durée de trois ans et selon les modalités de dégressivité visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Lorsque la durée de l'octroi de la subvention est inférieure à trois ans et que l'entreprise introduit ultérieurement une nouvelle demande d'incitant financier n'entraînant pas d'augmentation du volume de l'emploi, la subvention est octroyée au maximum pour le solde restant de la durée de trois ans et selon les modalités de dégressivité visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. La subvention est majorée annuellement d'un montant de 2 500 euros lorsque cet engagement concerne un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 2, qui, soit :

1° à la date de l'engagement, n'a pas atteint l'âge de vingt-cinq ans;

2° à la date de l'engagement, est âgé d'au-moins cinquante-cinq ans;

3° à la date de l'engagement, n'est pas titulaire d'un certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré;

4° a été enregistré auprès de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et a fait l'objet d'une décision d'intervention de la part de celle-ci en vertu des articles 275 et suivants du Code wallon de l'action sociale et de la santé;

5° à la date de l'engagement, fait partie des trois premiers engagements réalisés par l'entreprise.

L'entreprise bénéficie au maximum par travailleur d'une seule des majorations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 5°.

Ce montant correspond à l'engagement à temps plein d'un demandeur d'emploi inoccupé visé à l'article 2.

§ 3. La subvention ne peut pas être octroyée en même temps qu'un programme de remise au travail tel que visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou qu'une autre intervention financière dans la rémunération.

§ 4. La subvention, majorée le cas échéant, en application du § 2, est calculée et liquidée en fonction du régime de travail presté par les travailleurs engagés conformément à la décision d'octroi de la subvention, et ce, au regard d'une occupation à temps plein pendant un an.

La subvention est liquidée proportionnellement au taux d'occupation effective par rapport au taux d'occupation à temps plein.

**Art. 6.** Les montants des subventions sont indexés, en janvier de chaque année depuis l'année 2015, en multipliant les montants de l'année précédente (n-1) par la moyenne des chiffres de l'indice santé des mois de septembre et octobre de l'année précédente (n-1), divisée par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente (n-2).

L'indexation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne peut pas être supérieure au taux de croissance du crédit budgétaire de l'année en cours afférent à l'aide.

**Art. 7.** En aucun cas, le montant de la subvention octroyée par travailleur ne peut être supérieur au coût effectivement supporté par l'employeur pour celui-ci, déduction faite des réductions ou exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont bénéficie l'employeur.

Le coût effectivement supporté par l'employeur pour le travailleur est défini par le Gouvernement.

**Art. 8.** Le Gouvernement détermine les modalités d'introduction, d'instruction et de prises de décisions relatives aux demandes d'octroi de subvention, et désigne les services du Gouvernement chargés de la mise en œuvre du présent décret.

L'entreprise bénéficie de l'octroi de la subvention pour maximum cinq équivalents temps plein simultanément.

Pour l'application de l'alinéa 2, sont visées tant la décision d'octroi pour laquelle l'entreprise a engagé un demandeur d'emploi inoccupé dans les délais impartis permettant d'obtenir la liquidation de la subvention, que la décision d'octroi pour laquelle l'entreprise n'a pas engagé un demandeur d'emploi inoccupé dans les délais impartis permettant d'obtenir la liquidation de la subvention, et ce pour toute la durée où ces décisions sortent leurs effets.

**Art. 9.** L'Office vérifie les conditions d'engagement du demandeur d'emploi inoccupé et les conditions d'obtention de la majoration, selon les modalités déterminées par le gouvernement.

L'Office octroie les majorations selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

**Art. 10.** La subvention est liquidée à l'entreprise par l'Office selon les modalités que le Gouvernement détermine.

**Art. 11.** L'Office est habilité à récupérer les montants indûment liquidés conformément à l'article 15.

### CHAPITRE III. — *Obligations des entreprises*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise qui bénéficie d'une décision d'octroi de la subvention respecte les obligations suivantes :

1° engager un demandeur d'emploi inoccupé dans les liens d'un contrat de travail, conclu à temps plein ou à temps partiel égal au moins à un mi-temps, pour une durée déterminée ou indéterminée dans une unité d'établissement de l'entreprise située en Région de langue française;

2° maintenir le nombre de travailleurs engagés, calculé en nombre d'équivalents temps plein par rapport à la moyenne de l'effectif de référence pendant la durée fixée dans la décision d'octroi de la subvention;

3° d'augmenter l'effectif de référence du nombre d'équivalent temps plein prévu par la décision d'octroi pendant la durée fixée dans cette décision.

4° d'avertir l'administration par voie électronique en cas de diminution de l'effectif de référence. L'effectif de référence est fixé dans la décision d'octroi de la subvention.

Par effectif de référence visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, on entend l'ensemble des travailleurs de l'entreprise déclarés par l'entreprise au moyen de la déclaration multifonctionnelle à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale calculé, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, en équivalents temps plein, ayant travaillé pour l'entreprise, sur base des quatre trimestres qui précèdent le trimestre précédant la date de réception de la demande d'octroi de la subvention.

Lorsque l'entreprise a une existence inférieure à 15 mois, le calcul de l'effectif de référence se fait sur base du nombre de trimestres d'existence de l'entreprise précédant le trimestre qui précède la réception de la demande.

Pour l'application du présent article, l'entreprise fournit, sur demande et en cas d'absence de données complètes disponibles auprès de la BCSS, une attestation d'emploi.

§ 2. Si les obligations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, ne sont pas respectées en raison de circonstances étrangères à celui qui les invoque, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pas pu être évitées, malgré toutes les diligences déployées, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine, sur demande motivée de l'entreprise, déroger à la condition de maintien de l'effectif de référence ou à l'augmentation de l'effectif de référence, pour une durée déterminée d'un an, renouvelable éventuellement.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'engagement du demandeur d'emploi inoccupé peut être réalisé dès la notification de la décision d'octroi de la subvention et, au plus tard, dans un délai de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la notification de cette décision.

§ 2. En cas de remplacement, le demandeur d'emploi inoccupé est engagé dans un délai de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la date de fin d'occupation du travailleur qu'il remplace.

§ 3. Tout engagement réalisé au-delà des délais visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ne donne pas lieu à la liquidation de la subvention pour le travailleur concerné pendant le temps correspondant à celui prévu dans la décision d'octroi de la subvention.

§ 4. Tout engagement doit être au moins égal au régime de travail mentionné dans la décision d'octroi de la subvention.

La décision d'octroi de la subvention sur une période définie porte sur un seul et unique travailleur et ne peut donc pas être répartie sur plusieurs travailleurs.

**Art. 14.** En cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés par le Code des sociétés, ainsi que dans les cas visés par le livre XX « Insolvabilité des entreprises » du Code de droit économique, la subvention, ainsi que les droits et obligations liés à cette aide, sont transférés à l'entreprise reprenneuse pour autant que celle-ci réponde elle-même aux conditions d'octroi de la subvention et selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Contrôle et sanctions*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. En cas de non-respect des obligations édictées par et en vertu du présent décret, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine :

1° suspendre tout ou partie de la subvention pendant un délai permettant à l'entreprise de se conformer aux obligations non rencontrées;

2° mettre fin à la décision d'octroi de la subvention;

3° mettre fin à la décision d'octroi de la subvention et demander à l'entreprise le remboursement de tout ou partie de celle-ci.

§ 2. Le Gouvernement fixe la procédure de récupération de la subvention indûment liquidée.

Cette récupération est effectuée par l'Office par toutes voies de droit, en ce compris la compensation.

§ 3. L'entreprise peut bénéficier d'un plan d'apurement selon les conditions fixées par le Gouvernement.

En cas de non-respect des échéances prévues par le plan d'apurement, la totalité des sommes restant dues est réputée exigible immédiatement et récupérée conformément aux modalités définies par le Gouvernement.

**Art. 16.** Le contrôle et la surveillance du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés selon les modalités prévues par ou en vertu du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

CHAPITRE V. — *Rapport et registre*

**Art. 17.** Le Gouvernement transmet, tous les deux ans, selon les modalités qu'il détermine, au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, à l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique, pour publication, et au Parlement, un rapport sur l'exécution du présent décret.

En outre, un registre des entreprises bénéficiaires et du nombre des demandeurs d'emploi engagés par catégorie est transmis annuellement par l'Office et l'administration au Gouvernement et publié selon les modalités qu'il définit.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 18.** Le décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises, modifié par le décret du 20 février 2014, est abrogé.

**Art. 19.** Les décisions d'octroi prises sur base du décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises, ainsi que les demandes d'octroi introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret, sont soumises aux dispositions du présent décret à l'exception des articles 3, § 2, 1° et 5.

**Art. 20.** Les modalités de computation des délais sont déterminées par le Gouvernement.

**Art. 21.** Le présent décret entre en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 février 2019.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1257 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 février 2019.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201183]

**14 FEBRUARI 2019. — Decreet betreffende de subsidies ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden bij sommige ondernemingen (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Doel en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit decreet beoogt de toekenning binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten van een subsidie aan sommige ondernemingen voor de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de minimissteun (Publicatieblad van de Europese Unie, 24.01.2013, L352/1), hierna de "de minimisverordening" genoemd.

**Art. 2.** De subsidie wordt toegekend aan de onderneming die niet-werkende werkzoekenden in dienst wenst te nemen.

Onder niet-werkende werkzoekende wordt verstaan, de persoon die bij de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), hierna "de Dienst" genoemd, als werkzoekende ingeschreven is en die zich in een werkloosheidsperiode bevindt.

In afwijking van het tweede lid worden de deeltijdse werknemers met behoud van rechten die de inkomensgarantie-uitkering genieten, met de niet-werkende werkzoekenden gelijkgesteld.

Onder werkloosheidsperiode wordt verstaan, de periode die begint te lopen bij de inschrijving van de werkzoekende bij de Dienst, waarin bedoelde werkzoekende niet in het kader van een arbeidsovereenkomst is aangeworven, noch zich in een statutaire relatie bevindt en geen activiteit uitoefent als zelfstandige als hoofdactiviteit.

De personen die de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt, mogen niet als niet-werkende werkzoekenden in de zin van dit decreet beschouwd worden.

De niet-werkende werkzoekende mag niet in het kader van een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur, behalve een vervangingsovereenkomst, met de enige onderneming, zoals bepaald in artikel 2, § 2, van de minimis-Verordening, verbonden zijn binnen twaalf maanden vóór de laatste inschrijving bij de Dienst.

De toestand van de in het eerste lid bedoelde personen wordt de dag vóór hun aanwerving binnen de onderneming die de subsidie geniet, beoordeeld.

**Art. 3.** § 1. Om de subsidie te genieten, voldoet de onderneming aan de volgende voorwaarden:

1° een onderneming zijn in de zin van artikel I.1, eerste lid, 1°, *a)* of *b)* van het Wetboek van economisch recht met uitzondering van de verenigingen en stichtingen zoals bepaald in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen;

2° een micro-onderneming of een kleine onderneming zijn in de zin van Aanbeveling 2003/361/EC van de Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-ondernemingen;

3° een bedrijfseenheid van de onderneming hebben die gelegen is in het Franse taalgebied;

4° voor de onderneming die reeds in aanmerking is gekomen voor een in artikel 1 bedoelde subsidie of voor een financiële incentive krachtens het decreet van 2 mei 2013/13 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen, de verplichtingen van dit decreet of van voornoemd decreet van 2 mei 2013 hebben nageleefd tijdens drie jaar vóór de datum van ontvangst van de aanvraag aan de administratie.

Zolang een authentieke gegevensbron over de kwalificatie van de ondernemingen niet is ingesteld, verstrekt de onderneming aan de Regering, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, volledige informatie over het type onderneming waarvoor ze de subsidie aanvraagt.

De in het eerste lid vermelde voorwaarden worden volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten gecontroleerd.

§ 2. De onderneming mag geen subsidie genieten als ze:

1° behoort tot één van de sectoren die overeenkomstig de artikelen 1 en 2, 1., van de de-minimisverordening niet in aanmerking komen voor de staatsteun, of tot één van uitgesloten sectoren waarvan de lijst door de Regering wordt bepaald;

2° de-minimissteun waarvan het totaal hoger is dan de in artikel 4, eerste lid, bedoelde drempels, gekregen heeft;

3° failliet gaat overeenkomstig de Faillissementswet van 8 augustus 1997 of Boek XX, Titel VI "Insolventie van ondernemingen", van het Wetboek van economisch recht of in een gelijksoortige toestand krachtens een ander nationaal recht dat erop van toepassing zou zijn.

**Art. 4.** Het totaalbedrag van de de-minimissteun toegekend aan één onderneming mag niet hoger zijn dan 200 000 euro over een periode van drie belastingjaren of 100 000 euro over een periode van drie belastingjaren indien de onderneming tot de sector van goederenvervoer over de weg voor rekening van derden behoort.

Zolang een authentieke gegevensbron over de-minimissteun niet is ingesteld, verstrekt de onderneming aan de Regering, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, volledige informatie over de andere de-minimissteun, dan degene die in dit decreet is opgenomen, die ze gekregen heeft.

Zolang een authentieke gegevensbron over de enige ondernemingen niet is ingesteld, verstrekt de onderneming aan de Regering, volgens de modaliteiten die zij bepaalt, volledige informatie waarmee kan worden nagegaan of ze een enige onderneming is.

Indien de onderneming tijdens de toekenning van de subsidie de in het eerste lid bedoelde drempels bereikt, wordt de uitbetaling van de subsidie geschorst volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

De Regering kan de verwijzingen naar de de-minimisverordening aanpassen om ervoor te zorgen dat dit decreet in overeenstemming is met de Gemeenschapsregels goedgekeurd als bepalingen van de artikelen 107 tot en met 108 van het Verdrag.

HOOFDSTUK II. — *Modaliteiten voor de toekenning en de uitbetaling van de subsidie*

**Art. 5.** § 1. De subsidie wordt toegekend aan de onderneming die de bij of krachtens dit decreet vastgestelde voorwaarden naleeft, voor maximum drie jaar te rekenen van de aanwerving van een in artikel 2 bedoelde niet-werkende werkzoekende en wordt op degressieve wijze als volgt vastgesteld:

1° 10 000 euro voor het eerste jaar;

2° 7 500 euro voor het tweede jaar;

3° 5 000 euro voor het derde jaar.

Deze bedragen stemmen overeen met de voltijdse aanwerving van een in artikel 2 bedoelde niet-werkende werkzoekende.

Wanneer de duur van de toekenning van de subsidie kleiner is dan drie jaar en als de onderneming om een verlenging ervan verzoekt, kan de subsidie maximum voor het resterende saldo van de periode van drie jaar en volgens de in het eerste lid bedoelde degressiviteitsmodaliteiten toegekend worden.

Wanneer de duur van de toekenning van de subsidie kleiner is dan drie jaar en als de onderneming een nieuwe aanvraag om financiële incentive die geen verhoging van het terwerkstellingsvolume als gevolg heeft, later indient, wordt de subsidie maximum voor het resterende saldo van de periode van drie jaar en volgens de in het eerste lid bedoelde degressiviteitsmodaliteiten toegekend.

§ 2. De subsidie wordt jaarlijks verhoogd met een bedrag van 2 500 euro wanneer die aanwerving een in artikel 2 bedoelde niet-werkende werkzoekende betreft die:

1° op de datum van de aanwerving de leeftijd van vijftig jaar niet heeft bereikt;

2° op de datum van de aanwerving minstens vijfenvijftig jaar oud is;

3° op de datum van de aanwerving niet houder is van het getuigschrift van het secundair onderwijs van de tweede graad;

4° bij het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waalse Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen) geregistreerd is en het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing tot tegemoetkoming van bedoeld agentschap krachtens de artikelen 275 en volgende van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

5° op de datum van de aanwerving deel uitmaakt van de drie eerste aanwervingen verricht door de onderneming.

De onderneming ontvangt maximaal één van de in het eerste lid, 1° tot 5°, bedoelde verhogingen per werknemer.

Dat bedrag stemt overeen met de voltijdse aanwerving van een in artikel 2 bedoelde niet-werkende werkzoekende.

§ 3. De subsidie mag niet samen met een programma voor wedertewerking worden toegekend zoals bedoeld in artikel 6, §§ 1, IX, 2°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, of met een andere financiële tegemoetkoming in de bezoldiging.

§ 4. De subsidie die in voorkomend geval overeenkomstig § 2 wordt verhoogd, wordt berekend en uitbetaald naar gelang van de arbeidsregeling van de werknemers tewerkgesteld tijdens de duur van de beslissing tot toekenning van de financiële incentive ten opzichte van een voltijdse tewerking tijdens één jaar.

De subsidie wordt naar rato van het werkelijke tewerkingpercentage ten opzichte van het deeltijdse tewerkingpercentage uitbetaald.

**Art. 6.** De bedragen van de subsidies worden jaarlijks in januari sinds het jaar 2015 geïndexeerd door de bedragen van het vorige jaar (n-1) te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de cijfers van de gezondheidsindex van de maanden september en oktober van het vorige jaar (n-1), gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het jaar vóór het vorige jaar (n-2).

Die in het eerste lid bedoelde indexering mag niet hoger zijn dan de groeivoet van het begrotingskrediet van het lopende jaar betreffende de steun.

**Art. 7.** In geen enkel geval mag het bedrag van de subsidie die per werknemer wordt toegekend, niet hoger zijn dan de kostprijs die door de werkgever voor die werknemer daadwerkelijk gedragen wordt, na aftrek van de verminderingen of vrijstellingen van werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid die de werkgever geniet.

De kostprijs die daadwerkelijk door de werknemer wordt gedragen wordt bepaald door de Waalse Regering.

**Art. 8.** De Regering bepaalt de modaliteiten voor de indiening, de behandeling en het nemen van beslissingen met betrekking tot de aanvragen tot toekenning van subsidies en wijst de diensten van de Regering aan die belast zijn met de uitvoering van dit decreet.

De onderneming komt in aanmerking voor de toekenning van de subsidie voor maximum vijf voltijdse equivalenten tegelijk.

De toepassing van het tweede lid geldt zowel voor de toekenningsbeslissing waarvoor de onderneming een niet-werkende werkzoekende heeft aangeworven binnen de voorgeschreven termijnen voor de uitbetaling van de subsidie, als voor de toekenningsbeslissing waarvoor de onderneming geen niet-werkende werkzoekende heeft aangeworven binnen de voorgeschreven termijnen voor de uitbetaling van de subsidie, en dit, voor de hele duur waarin deze beslissingen volkomen gevolg hebben.

**Art. 9.** De Dienst verifieert de aanwervingsvoorwaarden van de niet-werkende werkzoekende en de voorwaarden voor het verkrijgen van de verhoging, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

De Dienst kent de verhogingen volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten toe.

**Art. 10.** De subsidie wordt aan de onderneming door de Dienst uitbetaald volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

**Art. 11.** De Dienst wordt gemachtigd om de onverschuldigd gestorte bedragen overeenkomstig artikel 15 terug te vorderen.

#### HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de ondernemingen*

**Art. 12.** § 1. De onderneming die voor een beslissing tot toekenning van de subsidie in aanmerking komt, moet de volgende verplichtingen in acht nemen:

1° een niet-werkende werkzoekende in dienst nemen in het kader van een arbeidsovereenkomst die afgesloten is voor een voltijdse of een deeltijdse betrekking die minstens gelijk is aan een halftijdse betrekking, met een bepaalde of onbepaalde duur in een bedrijfseenheid van de onderneming die in het Franse taalgebied van het Waalse Gewest gelegen is;

2° het aantal in dienst genomen werknemers behouden, berekend in voltijdse equivalenten in verhouding tot de gemiddelde referentiebezetting tijdens de duur vastgesteld in de beslissing tot toekenning van de subsidie;

3° de referentiebezetting van het aantal voltijdse equivalenten bedoeld in de beslissing tot toekenning verhogen tijdens de in deze beslissing vastgelegde duur;

4° de administratie langs elektronische weg verwittigen in geval van daling van de referentiebezetting. De referentiebezetting wordt bepaald in de beslissing tot toekenning van de subsidie.

Onder referentiebezetting bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, wordt verstaan het geheel van de werknemers van de onderneming die door de onderneming via de multifunctionele aangifte bij de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid worden aangegeven, berekend, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, in voltijdse equivalenten die voor de onderneming hebben gewerkt, op basis van de vier kwartalen vóór het kwartaal voorafgaand aan de datum van ontvangst van de aanvraag voor de toekenning van de subsidie.

Wanneer de onderneming sinds minder dan 15 maanden bestaat, wordt de berekening van de referentiebezetting berekend op basis van het aantal bestaanskwartalen van de onderneming voorafgaand aan het kwartaal vóór de ontvangst van de aanvraag.

Voor de toepassing van dit artikel verstrekt de onderneming op gewoon verzoek en bij gebrek aan bij de KSZ beschikbare volledige gegevens een attest van tewerkstelling.

§ 2. In het geval waarin de niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in § 1, eerste lid, 2° en 3°, toe te schrijven is aan abnormale en onvoorziene omstandigheden die vreemd zijn aan diegene die ze inroept en waarvan de gevolgen onvermijdelijk blijken te zijn ondanks alle gedane inspanningen, kan de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten op met redenen omkleed verzoek van de onderneming afwijken van de voorwaarde om de referentiebezetting te handhaven of te verhogen, voor een bepaalde duur van één jaar die eventueel verlengd kan worden.

**Art. 13.** § 1. De niet-werkende werkzoekende kan worden aangeworven vanaf de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie en, uiterlijk, binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van deze beslissing.

§ 2. In geval van vervanging wordt de niet-werkende werkzoekende aangeworven binnen een termijn van zes maanden met ingang van de eerste dag van de maand volgend op de datum waarop de te vervangen werknemer vertrekt.

§ 3. Elke aanwerving die na de in de § 1 en 2 bedoelde termijnen is uitgevoerd, geeft geen aanleiding tot de uitbetaling van de subsidie voor de betrokken werknemer tijdens de periode overeenstemmend met welke waarin de beslissing tot toekenning van de subsidie voorziet.

§ 4. Elke aanwerving moet minstens gelijk zijn aan de in de beslissing tot toekenning van de subsidie vermelde arbeidsregeling.

De beslissing tot toekenning van de subsidie over een bepaalde periode heeft betrekking op één enkele werknemer en de subsidie mag dus niet over meerdere werknemers verdeeld worden.

**Art. 14.** In het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstaking, afstand van algemeenheid of bedrijfstaking, bedoeld in het Wetboek van vennootschappen, evenals in de gevallen bedoeld in Boek XX, Titel VI "Insolventie van ondernemingen", van het Wetboek van economisch recht worden de subsidie en de rechten en verplichtingen gebonden aan die steun aan de overnemende onderneming overgedragen voor zover laatstgenoemde zelf volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten aan dezelfde voorwaarden voor de toekenning van de subsidie voldoet.

#### HOOFDSTUK IV. — *Controle en sancties*

**Art. 15.** § 1. Bij niet-naleving van de verplichtingen afgekondigd bij of krachtens dit decreet kan de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten:

1° de subsidie geheel of gedeeltelijk opschorten voor een termijn die de onderneming in de mogelijkheid stelt om haar niet-nageleefde verplichtingen na te komen;

2° een einde maken aan de beslissing tot toekenning van de subsidie;

3° een einde maken aan de beslissing tot toekenning van de subsidie en de terugbetaling van deze subsidie geheel of gedeeltelijk vragen aan de onderneming.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor de terugvordering van de onterecht gestorte subsidie.

Deze terugvordering wordt door de Dienst met alle rechtsmiddelen, met inbegrip van de compensatie, verricht.

§ 3. De onderneming kan in aanmerking komen voor een aanzuiveringplan volgens de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in het aanzuiveringplan wordt het totaal van de verschuldigde sommen geacht onmiddellijk invorderbaar te zijn en wordt teruggevorderd overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

**Art. 16.** De controle en het toezicht op dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten worden uitgevoerd volgens de modaliteiten bepaald door of krachtens het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

#### HOOFDSTUK V. — *Verslag en register*

**Art. 17.** De Regering maakt om de twee jaar en volgens de door haar bepaalde modaliteiten een verslag over de uitvoering van dit decreet aan de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië), aan het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek), voor publicatie, en aan het Parlement over.

Bovendien wordt een register van de rechthebbende ondernemingen en van het aantal per categorie aangeworven werkzoekenden door de Dienst en de administratie aan de Regering jaarlijks overgemaakt; bedoeld register wordt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten bekendgemaakt.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 18.** Het decreet van 2 mei 2013 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt opgeheven.

**Art. 19.** De toekenningsbeslissingen genomen op basis van het decreet van 2 mei 2013 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen alsook de toekenningsaanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn ingediend, worden onderworpen aan de bepalingen van dit decreet met uitzondering van de artikelen 3, § 2, 1° en 5.

**Art. 20.** De modaliteiten m.b.t. de berekening van de termijnen worden door de Regering vastgesteld.

**Art. 21.** Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2019.

De Regering kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 februari 2019.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming.  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,  
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1257 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 13 februari 2019.

Bespreking.

Stemming.